



L'Étoile-de-l'Est reconnue par l'Institut Fraser

Exergue



par [Kristina Brazeau](#)

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 16 avril 2009 à 0:03

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

L'École élémentaire catholique L'Étoile-de-l'Est a été reconnue par l'Institut Fraser dans le cadre de la soirée de remise des Prix Garfield-Weston, qui a eu lieu à Toronto, la semaine dernière. Les prix comportent trois catégories, soit l'amélioration scolaire, la réussite scolaire au-delà des attentes et la réussite complète.

L'École élémentaire catholique l'Étoile-de-l'Est a reçu une mention honorable dans la catégorie «réussite complète».

«Nous sommes vraiment fiers d'être parmi les 30 meilleures écoles de la province dans cette catégorie pour la 2e année consécutive, a indiqué la directrice de l'école, Marie-Josée Leclerc. Le personnel enseignant fait un travail extraordinaire et nous entretenons une excellente relation de partenariat avec nos parents. Le succès de nos élèves repose sur un superbe travail de collaboration.»

«L'école élémentaire catholique L'Étoile-de-l'Est est la preuve que la collaboration entre professionnels de l'éducation fait une différence dans la réussite de chaque élève. Le personnel scolaire met l'accent sur l'amélioration continue en étant rigoureux dans le suivi des progrès des élèves. Voilà pourquoi ils obtiennent d'excellents résultats aux tests provinciaux et que l'École élémentaire catholique l'Étoile-de-l'Est jouit d'une excellente réputation», a poursuivi la directrice de l'éducation, du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CÉCLFCE), Lise Bourgeois.

Afin d'identifier les écoles à honorer, l'Institut Fraser fait une analyse approfondie des résultats historiques des cinq dernières années de chaque école incluse dans son bulletin des écoles élémentaires.

Au cours des cinq dernières années, les résultats des élèves de 3e et 6e année de l'École élémentaire catholique l'Étoile-de-l'Est aux tests provinciaux se situent au-delà de la moyenne provinciale. L'Institut Fraser pour sa part, lui a donné une cote de 10/10 en 2007 et de 9.8/10 en 2008. L'École élémentaire catholique l'Étoile-de-l'Est se classe au 28e rang sur les 2376 écoles de la province.

Cinq enseignants en lice pour les Prix d'excellence en enseignement

Cinq enseignants du CÉCLFCE se retrouvent par ailleurs en nomination pour les Prix d'excellence en enseignement. Isabelle Brassard-Porter, de l'École secondaire catholique Béatrice-Desloges, Gilles Maisonneuve, de l'École élémentaire catholique Le Petit Prince, Arthur Landry, de l'Académie catholique Ange-Gabriel, Marthe Tittley, du Collège catholique Samuel-Genest, ainsi que Maurice

Doucette, de l'École élémentaire catholique George-Étienne-Cartier représenteront le conseil catholique du Centre-Est.

Depuis 2001, les Prix d'excellence en enseignement de la capitale soulignent les contributions exemplaires des intervenants en éducation de la région.

«Il est très important de reconnaître le travail des membres de notre personnel scolaire. Grâce à l'excellence de leur travail, leur dévouement et leur passion, nos élèves s'épanouissent, découvrent leurs intérêts et prennent plaisir à apprendre», fait remarquer la présidente du CÉCLFCE, Diane Doré.

La communauté rendra donc hommage à ces héros de l'enseignement à l'occasion d'une grande soirée de gala et de remise de prix qui se tiendra le 21 mai prochain au Collège Algonquin.

Les personnes intéressées peuvent se procurer des billets en visitant le www.ocri.c



Salwa Khouzam, une bénévole dévouée



par **Philippe Gonzalez**

[Voir tous les articles de Philippe Gonzalez](#)

Article mis en ligne le 16 avril 2009 à 0:19

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Dans le cadre de la Semaine nationale de l'action bénévole, qui se déroule du 19 au 25 avril, *L'Express* vous propose la découverte de Salwa Khouzam, une résidente d'Ottawa qui offre ses services en tant que bénévole au Centre de services à la famille (CSF) depuis cinq ans. Mme Khouzam se réjouit de pouvoir consacrer quelques heures à ce centre, qui existe depuis 15 ans. Pour elle, le bénévolat est une activité qui lui fait du bien.

«Il y a deux dimensions au bénévolat : d'abord, le plaisir et la joie qu'on en tire. Et puis ça répond au besoin de vouloir aider dans la communauté», lance-t-elle.

En plus de ses nombreuses activités de bénévolat ailleurs dans la communauté et de son travail à temps partiel, Mme Khouzam participe à quelques projets du Centre. Une heure par semaine, elle s'implique dans le programme *Grand-mère à l'écoute*, qui soutient l'écriture et la lecture à l'École Le Petit Prince. Durant quelques fins de semaines durant l'année, elle fait partie du groupe de préparation au mariage, en plus de siéger au comité de direction du CSF.

Pour Mme Khouzam, l'idée de se consacrer au bénévolat est ancrée en elle aussi loin qu'elle se souvienne. «Le bénévolat, c'est une chose dans laquelle j'ai grandi. Depuis que je suis jeune, c'est une idée qu'on a instaurée chez nous qu'il faut aider les autres, ceux qui sont moins favorisés que nous», se souvient-elle.

L'idée de se joindre au CSF répond, selon Mme Khouzam, à un vide qu'elle ressentait au fond d'elle. «Je sentais qu'il y avait un vide que je voulais combler, puis j'ai vu une annonce que l'on cherchait des bénévoles et j'ai téléphoné. Depuis ce moment-là, je me suis impliquée dans plusieurs de leurs programmes», affirme-t-elle.

S'offrir ce temps pour aider des causes qui lui tiennent à cœur l'inspire grandement.

«C'est la grande satisfaction de savoir que j'ai pu aider, toucher la vie de quelqu'un, que je peux faire une différence. Ça donne un sens à notre existence au lieu de simplement manger, dormir et la routine quotidienne. Le bénévolat ajoute une dimension importante à notre vie», insiste-t-elle.

Mme Khouzam rappelle que tout le monde peut devenir bénévole; il suffit de s'ouvrir l'esprit à toutes les possibilités. «Il faut accepter d'approcher les gens si l'on veut offrir nos services et se garder ouvert à toutes les possibilités. C'est à ce moment-là qu'on est surpris de découvrir une foule de talents, de choses dont on est capable, dont on ne se doutait même pas, s'exclame la bénévole. En général, il y a

un certain encadrement, il y a des organisateurs. Il faut aussi être assuré que l'investissement que l'on fait de sa personne et de son temps apporte énormément de satisfaction en retour, beaucoup plus que ce qu'on a investi», conclut-elle. **(P.G.)**



Des moyens pour encourager les élèves à vivre en français



par **Philippe Gonzalez**

[Voir tous les articles de Philippe Gonzalez](#)

Article mis en ligne le 16 avril 2009 à 0:20

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Près de 450 intervenants des milieux scolaires francophones et la ministre de l'Éducation, Kathleen Wynne, se réuniront dans l'ouest d'Ottawa, du 21 au 23 avril, pour discuter du développement et de l'avenir de la pédagogie culturelle. Cette conférence, intitulée *Parle, PAL, jase, jase*, est la synthèse de cinq années d'initiatives pédagogiques partout en province qui appuient la Politique d'aménagement linguistique (PAL). Le but de ce projet est de découvrir de nouveaux outils pédagogiques et d'approfondir ce modèle qui est en évolution dans les institutions scolaires francophones en milieu minoritaire.

La directrice de ce projet, Lise Paiement, souligne l'importance d'une telle approche en Ontario français.

«Quand tu enseignes à des élèves de la maternelle en contexte minoritaire, les gens n'ont pas les mêmes habiletés langagières ou les mêmes éléments de référence que si tu enseignes dans une école à Laval, au Québec. Il y a une spécificité. Ça ne veut pas dire que c'est négatif. Le milieu est différent et la pédagogie doit être abordée de façon différente», rappelle Mme Paiement.

Pour les encourager à vivre en français, Mme Paiement rappelle l'importance de mettre en place un espace francophone dans lequel l'enfant s'épanouit dans sa langue.

«Moi, je compare ça à une serre. Un rosier, tu



Pour encourager les élèves à vivre en français, il faut mettre en place un espace francophone

ne plantes pas ça à partir de graines dans la terre. Tu commences par le placer dans un environnement où il peut étendre ses racines et être solide. Le rôle de l'école, c'est de créer cet espace francophone qui va amener l'élève à s'affirmer culturellement. C'est le mandat des institutions scolaires de langue française», affirme Mme Paiement.

dans lequel l'enfant s'épanouit dans sa langue, selon Lise Paiement. Photo : Archives

Pour ce faire, elle martèle que l'enseignant doit être plus proactif par rapport à la culture et la francophonie.

«S'il enseigne dans une école de langue française sans jamais se poser la question sur la valeur que ça lui apporte de vivre dans sa langue, d'avoir des produits francophones autour, comment fait-il pour accompagner l'élève dans sa construction identitaire?», s'est-elle demandée.

Lise Paiement insiste sur le fait que l'enseignant doit repenser non seulement comment interagir avec les élèves, mais aussi comment il vit dans ce milieu minoritaire.

«On lui dit d'arrêter de gérer du curriculum et du temps. On lui suggère de gérer plutôt le contexte avec les élèves. S'ils sont bien dans leur peau avec lui, qu'ils ont le goût d'apprendre et de vivre en français, c'est ça que tu dois faire. Tu commences par être une personne qui a le goût d'apprendre et qui s'affiche comme francophone. Arrête de leur dire et fais-le», insiste-t-elle.

Sans nécessairement vivre avec le drapeau franco-ontarien en tout temps, l'enseignant tente de tisser des liens avec les élèves. Pour ce faire, l'enseignant traite de différents sujets qui intéressent les jeunes. «Comme si je leur dis : Ah, savez-vous qu'il y a un événement au MIFO cette fin de semaine, moi j'y vais, y en a-t-il qui viennent? Ou bien, avez-vous regardé Tout le monde en parle, dimanche? Ce sont des choses que les élèves vont vouloir parler. C'est d'être dans le quotidien, ce sont des sujets que les élèves aiment bien discuter avec l'enseignant. Tu ne t'affiches pas tout le temps comme superman avec le drapeau franco. Toi, sois une personne qui vit sa francophonie quotidiennement de façon simple avec les élèves», laisse-t-elle entendre.

Des actions qui ont aussi des conséquences positives inattendues sur le comportement des élèves. «Au départ, nous ne pensions pas créer un espace francophone, mais les enseignants nous ont fait part qu'ils n'avaient plus à faire de la discipline depuis la mise en place de ce programme. Les élèves se responsabilisent. Ils ont la responsabilité de leurs actes comme parler français, mais aussi d'éviter le taxage, de garder l'ordre. Les élèves apprennent ainsi à devenir de bons citoyens», conclut Mme Paiement.



Section **CUISINE**

SUGGESTIONS DE VINS
RECETTES
CRITIQUES DE RESTOS

GARD
cyber

cyberpresse.ca

leSoleil

Espace maintenant disponible
Contactez votre représentant
418.686.3435

Publié le 15 avril 2009 à 05h00 | Mis à jour le 15 avril 2009 à 05h00

Élèves en difficulté dans les classes régulières: non à l'intégration à tout prix



Il est faux de prétendre que la majorité des parents tiennent à l'intégration «à tout prix» de leur enfant en difficulté en classe ordinaire.
AFP



Daphnée Dion-Viens
Le Soleil

(Québec) Carole Tardif, mère d'une jeune trisomique de 13 ans, se réjouit d'avoir trouvé «le meilleur des deux mondes» pour sa fille. Zoé fréquente une classe spéciale au secondaire, en compagnie de sept autres élèves.

Grâce à des activités réalisées avec des élèves du programme d'éducation internationale pendant l'heure du dîner, sa fille est intégrée à la vie de l'école. «C'est important pour eux de faire partie de la vraie vie. Ces enfants-là ne doivent pas être réduits à "ceux qui sont à part dans une classe"», dit-elle.

Mme Tardif, qui est aussi présidente de l'Association pour l'intégration sociale de la région de Québec (AISQ), milite pour

l'intégration des élèves handicapés ou en difficulté dans les classes régulières. Mais elle convient qu'il y a des limites à l'intégration «à tout prix».

«Je comprends les enseignants, dit-elle. Les profs sont formés pour enseigner, pas pour faire de l'éducation spécialisée. Ça prend des professionnels pour les aider.» Le Soleil publiait hier une série d'articles où des enseignants, à bout de souffle, racontaient leur quotidien. Dans certains cas, plus de la moitié des élèves sont en difficulté dans leur classe, qu'ils soient handicapés ou aux prises avec un trouble d'apprentissage, d'attention ou de comportement.

L'AISQ et Autisme Québec ont d'ailleurs fait parvenir, l'an dernier, une lettre à la ministre de l'Éducation, Michèle

Courchesne, à ce sujet. «Il est faux de prétendre que la majorité des parents tiennent "à tout prix" à l'intégration de leur enfant handicapé ou en difficulté en classe ordinaire, peut-on lire. Personne ne prône l'intégration "à tout prix" et certainement pas les parents. Continuer d'intégrer les enfants en classe ordinaire dans les conditions actuelles, c'est organiser les services pour en démontrer l'impossibilité. On contrevient certainement aux droits des autres élèves, mais aussi à ceux de l'élève intégré, puisque les conditions sont tellement défavorables à sa réussite.»

Un an plus tard, peu de choses ont changé dans les classes, malgré les millions supplémentaires investis, constate l'AISQ. «On ne sait pas comment cet argent est dépensé, affirme Mme Tardif. Pour nous, ce n'est pas un problème d'argent, mais plutôt d'organisation scolaire. Le portrait est vraiment différent, d'une école à l'autre.»

La position est semblable du côté de l'Association québécoise des troubles d'apprentissage. «La solution, ce n'est pas nécessairement d'ajouter des millions, affirme sa directrice générale, Monique Chemarin. Il faut plutôt évaluer ces enfants le plus tôt possible et intervenir rapidement pour éviter que les problèmes ne s'aggravent.»

Le dialogue avec les parents permet aussi de régler bien des problèmes. Valérie (nom fictif), mère de deux filles, a dû intervenir auprès de la direction de l'école. Sa plus jeune, en troisième année, était constamment dérangée par un enfant autisme qui était intégré dans sa classe. «Ma fille me disait qu'elle n'était plus capable de se concentrer parce qu'il dérangeait tout le temps en classe», raconte-t-elle.

Après en avoir parlé avec l'enseignante et le directeur, l'enfant autiste a eu droit à deux fois plus de temps en compagnie d'une éducatrice spécialisée. Une solution qui a fait le bonheur de tous.

Cyberpresse vous suggère

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



Un nouvel outil pour vous aider à trouver une entreprise

Transcontinental lance Weblocal.ca



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 16 avril 2009 à 0:15

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Vous n'arrivez plus à vous rappeler le nom d'un bon restaurant où vous vous êtes arrêté pour manger dernièrement? Pas de problème. L'annuaire téléphonique Weblocal.ca, qui comprend photos, vidéos et profils d'entreprises, peut vous aider. Nul besoin de taper le nom de l'entreprise recherchée pour la trouver, comme c'est le cas dans d'autres sites du genre.

Il suffit de taper un mot clé et le tour est joué. «L'avantage, c'est qu'on n'est pas obligé de se rappeler du nom de l'entreprise, explique l'éditrice des journaux *L'Express* et *La Nouvelle*, Madeleine Joannis. On peut taper un mot-clé et accéder à l'entreprise. Le commerçant peut choisir ses mots-clés et en avoir jusqu'à 24», ajoute-t-elle.

Weblocal.ca regroupe toutes les entreprises au Canada sur une seule plate-forme.

Les visiteurs ont également l'opportunité d'afficher leurs commentaires sur le site et de noter les services de l'entreprise; une autre bonne raison d'adopter l'outil Weblocal.ca.

«C'est intéressant pour les consommateurs qui peuvent aller sur un site seulement pour trouver toute l'information dont ils ont besoin. Par exemple, s'ils recherchent un restaurant, ils ne sont pas obligés d'aller sur un site de critique puisqu'ils peuvent voir les commentaires des gens à même Weblocal.ca», poursuit Mme Joannis.

Les consommateurs peuvent également coter l'entreprise par un système d'étoiles ou de *Thumbs Up*, *Thumbs Down*. Ainsi, les avis sont très clairs pour les clients.

«L'avantage pour les consommateurs, c'est que c'est un site neutre, objectif», indique le conseiller numérique au bureau d'Ottawa de Transcontinental Médias, Bernard Fox.



La page d'accueil de Weblocal.ca est complète et simple à utiliser. Photo : Weblocal.ca

En effet, les commentaires diffusés sur le site ne peuvent pas être effacés par le commerçant. «Le site Web d'une entreprise peut censurer les commentaires négatifs des consommateurs, mais sur Weblocal.ca, on retrouve les vrais commentaires des gens.»

Avantageux pour les commerçants

Un commerçant peut également devenir membre et afficher ses heures d'ouverture, son emplacement et son menu, par exemple. «C'est intéressant pour les entreprises qui n'ont pas encore de site Web. C'est une opportunité d'en avoir un à moindre coût», fait valoir Mme Joanisse.

À noter que les entreprises qui deviennent membres sont affichées parmi les premières dans les résultats d'une recherche par le biais d'un moteur, comme Google ou Yahoo.

Le dernier-né de Médias Transcontinental est en ligne depuis septembre. On peut y accéder à partir de la page d'accueil du www.expressottawa.ca.

À ce jour, le site a été vu par plus de 100 000 visiteurs uniques à Ottawa et 1,7 million de personnes à travers le Canada.

Craintes autour d'un nouvel outil de recherche

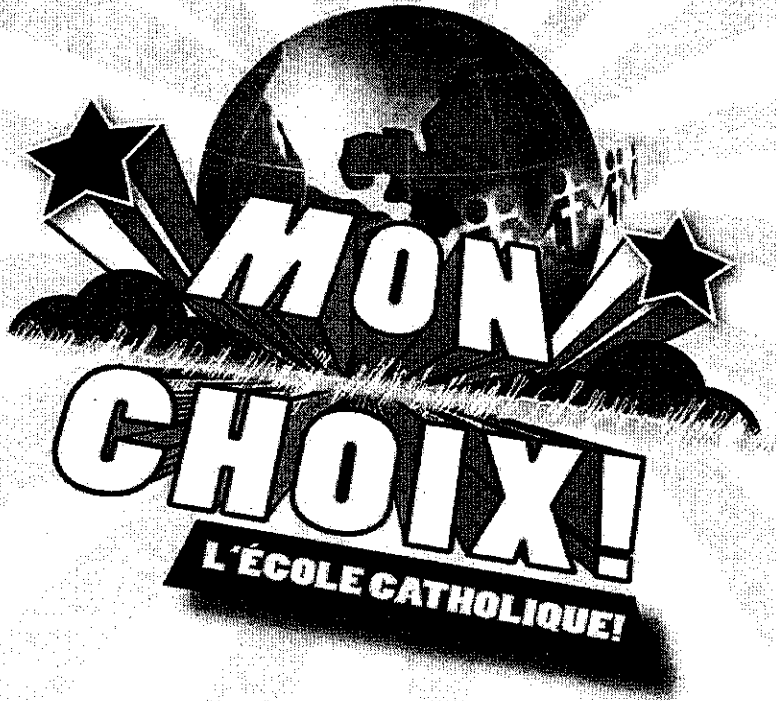
Des organismes du milieu de l'éducation craignent qu'un nouvel outil du ministère de l'Éducation de l'Ontario nuise au recrutement d'élèves francophones. Selon eux, l'outil de recherche ne tient pas compte du fait que plusieurs écoles francophones desservent un territoire plus large que les écoles de langue anglaise. «Par exemple, l'outil n'identifie aucune école française qui desserve Hammond, dans l'Est ontarien», indique un communiqué. Dans d'autres cas, l'outil n'affiche qu'une école publique ou une école catholique de langue française, alors que les deux écoles sont présentes. «L'outil laisse aussi croire aux parents que la qualité d'une école se mesure seulement par des indicateurs limités comme les résultats des tests standardisés ou le nombre d'élèves doués», affirme Normand Delparte, président de l'Association des directions et

directions adjointes des écoles franco-ontariennes (ADFO). Modifié quelques jours à peine après sa mise en ligne pour en retirer des données sur l'origine ethnique de la population scolaire, c'est l'outil au complet qui devrait être aboli, estiment les organismes.

Percée médicale par un élève de 15 ans

Les recherches d'un élève de 10^e année de l'école Nepean, menées dans le cadre du Défi BioTalent, ont permis de trouver une façon d'améliorer la guérison de blessures de la moelle épinière. Le jeune Saythan Baskaran se mérite une bourse de 2000\$, en plus de représenter la région à la finale nationale du Défi. L'adolescent a découvert une membrane qui, une fois implantée dans un patient, peut aider la moelle épinière à guérir. Cette percée pourrait aider les 1400 Canadiens qui se blessent la moelle épinière annuellement.

LEDROIT



Qui a le droit à l'école catholique de langue française?

Les écoles du Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO) accueillent les élèves qui sont admissibles à une éducation en langue française en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, de la Loi sur l'éducation de l'Ontario et de ses règlements d'application.

Ainsi, le CSDCEO admet les élèves dont le père ou la mère (tuteur ou tutrice) répond à l'un des critères linguistiques suivants :

- la première langue apprise et encore comprise est le français;
- il ou elle a reçu son instruction, au niveau élémentaire, en français au Canada;
- il ou elle est parent (tuteur ou tutrice) d'un enfant qui a reçu ou reçoit son instruction, au niveau élémentaire ou secondaire, en français au Canada.

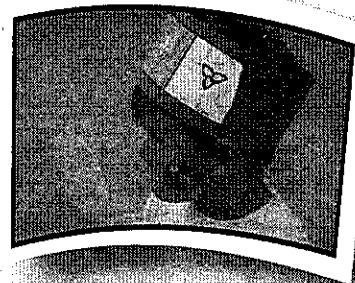
Les écoles catholiques de langue française offrent des programmes pour la réussite de tous les élèves, tant au palier élémentaire que secondaire. Avec un meilleur départ dans nos garderies et centres éducatifs, nos élèves acquièrent des valeurs catholiques, une excellente maîtrise du français et un bilinguisme de haut niveau.

Nous vous rappelons qu'en vertu de la Loi sur l'éducation, votre enfant doit être âgé de 4 ans au 31 décembre 2009 pour fréquenter la maternelle et de 5 ans toujours à la même date, pour être admis au jardin d'enfants. Toutes les écoles catholiques de langue française offrent un programme de maternelle et de jardin à temps plein et toutes les régions offrent un service de garderie/centre éducatif pour les tout-petits.



Saviez-vous que...

Le nombre de franco-ontariens se chiffre à presque 500 000, ce qui représente 4,7 % de la population totale pour la province. Environ 45 % des familles francophones en Ontario sont exogames et 61 % de ces familles parlent français à la maison.



Cette page d'information vous est offerte grâce à un partenariat entre le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien et le quotidien LeDroit.



Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien

Ensemble, nous faisons toute une différence!

Les écoles catholiques de langue française du CSDCEO offrent des programmes pour la réussite de tous les élèves, tant au palier élémentaire que secondaire. Avec un meilleur départ dans nos garderies et centres éducatifs, nos élèves acquièrent des valeurs catholiques, une excellente maîtrise du français et un bilinguisme de haut niveau.

1 800 204-4098
www.csdceo.ca





cyberpresse.ca

Publié le 15 avril 2009 à 15h29 | Mis à jour le 15 avril 2009 à 17h29

Hausse des droits de scolarité pour les Canadiens qui étudient au Québec



Photo: Ivanoh Demers, La Presse



Marie Allard
La Presse

Les Canadiens qui étudient au Québec vont payer leur scolarité plus cher dès l'an prochain. Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études a donné son aval, aujourd'hui, à l'indexation des droits de scolarité supplémentaires exigés des étudiants canadiens et des résidents permanents (non-résidents du Québec) qui fréquentent nos cégeps et universités.

Tel que proposé par le ministère de l'Éducation, leurs droits de scolarité augmenteront graduellement au cours des trois prochaines années. Au collégial, ils passeront de 1980 \$ cette année à 2396 \$ dans trois ans, et à l'université ils grimperont

de 5378,40 \$ cette année à 5858,10 \$ dans trois ans. Cela exclut les frais afférents, d'inscription, etc.

«L'objectif est de faire payer aux étudiants canadiens des droits de scolarité comparable à ceux en vigueur ailleurs au Canada», a indiqué le Comité.

«Ça trahit le manque de vision du gouvernement actuel, a dénoncé David Paradis, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). C'est une mesure de bout de chandelle. C'est à se demander si on ne veut pas commencer à traiter les étudiants canadiens comme des étudiants internationaux.»

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

L'événement du solde du printemps!

BestBuy.ca


ÉPARGNEZ MAINTENANT ▶



cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 15 avril 2009 à 12h14 | Mis à jour le 15 avril 2009 à 12h20 |  [Commentaire \(1\)](#)

Un pas de franchi pour un photo-radar à Ottawa



Patrick Woodbury, LeDroit



[Dominique La Haye](#)
Le Droit

Un comité municipal d'Ottawa a donné le feu vert, hier, à l'installation d'un photo-radar à la sortie du pont interprovincial Macdonal-Cartier, pour freiner les automobilistes ayant le pied pesant sur l'avenue King Edward.

Le comité des transports a approuvé l'idée à l'unanimité, ainsi que la réduction de la limite de vitesse permise sur le pont, du côté ontarien, la faisant passer de 60 km/h à 50 km/h, de même que sur la rampe de sortie de 40 km/h à 30 km/h.

Si le conseil municipal approuve la semaine prochaine la recommandation du comité, les nouvelles limites de vitesse

entreront en vigueur rapidement. La partie ne sera cependant pas gagnée d'avance pour l'installation d'un cinémomètre ou photo-radar, défendu en Ontario et dans plusieurs autres provinces. La Ville devra faire pression sur Queen's Park pour en obtenir l'autorisation.

Première victoire

La décision du comité constitue une première victoire pour le conseiller municipal Georges Bédard, représentant le quartier Rideau-Vanier, où se trouve l'avenue King Edward, C'est lui qui a présenté au comité la proposition de réduction de la vitesse et l'installation d'un photo-radar, afin de réduire la vitesse sur cette artère achalandée, où circulent plusieurs poids lourds.

« C'est un must de réduire la vitesse sur King Edward et c'est ce que nous aurions dû faire il y a longtemps, dit-il. J'espère maintenant que la province va faire une exception pour permettre l'installation de photo-radar à cette intersection. C'est déjà permis au Québec, alors les gens qui traversent le pont ne seront pas surpris par un photo-radar. Ce sera un grand atout pour la Ville d'Ottawa », indique l' élu.

Le photo-radar est un appareil contesté, qui mesure à distance la vitesse des véhicules, permettant par la suite l'envoi de contraventions par la poste après avoir photographié les plaques d'immatriculation.

Le conseiller Bédard fait valoir qu'environ 50 000 véhicules circulent quotidiennement sur King Edward, comprenant 2800 camions dont 850 sont des poids lourds. L' élu ajoute que l'excès de vitesse constitue un problème sur cette artère située dans une zone urbaine résidentielle. Entre 2002 et 2007, la ville a répertorié 1568 accidents, dont 197 avec blessures et six accidents mortels, dont deux récemment.

Il s'agit aussi d'une première victoire pour les résidants de la Basse-Ville qui tentent depuis plusieurs années d'avoir une traverse pour piétons sur l'artère à l'angle de la rue Cathcart à la sortie du pont. Trois rapports d'ingénieurs réalisés pour le compte de la Ville, dont le plus récent a été présenté au comité hier, ont cependant conclu que cet ajout serait dangereux en raison de la vitesse et de la mauvaise visibilité.

Le conseil municipal avait pourtant, en 2007, approuvé l'installation de la traverse, de sorte que les infrastructures ont été mises en place lors des récents travaux de revitalisation de l'avenue King Edward.

Le conseiller Bédard croit que l'installation d'une traverse à cet endroit pourra être possible, une fois que la vitesse sera réduite et respectée par les automobilistes.

Cyberpresse vous suggère

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



C'est le temps d'en parler

Une auteure d'Ottawa dévoile l'histoire d'amour d'un prêtre et d'une jeune femme au début du XXe siècle



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 16 avril 2009 à 0:14

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Une auteure d'Ottawa, Claire Trépanier, dévoile au grand jour l'histoire de Marie-Louise Bouchard Labelle, élevée à Hanmer dans le nord de l'Ontario, qui, à l'âge de 22 ans, a découvert l'amour avec le curé du village, un homme de 33 ans son aîné, dans le livre *C'est le temps d'en parler*. C'est par pur hasard que l'auteure s'est retrouvée à écrire l'histoire que Marie-Louise a gardé secrète jusque dans sa tombe.

L'une des petites-filles de Marie-Louise, Louise Mantha, lui a proposé de raconter l'histoire de sa grand-mère, une histoire inconnue du public et longtemps tenue secrète au sein de la famille.

Trois années de rencontres et de recherches ont été nécessaires à l'écriture de cette biographie qui relate la rencontre de Marie-Louise et du père Roy, leur exil à Ottawa alors qu'elle tombe enceinte et le retour à la prêtrise du curé, qui la laissa seule pour élever trois enfants.

La fille de Marie-Louise, Gertrude, seule survivante, a été la principale source de Mme Trépanier. L'auteure a aussi parcouru le Canada, à l'été 2005, pour effectuer ses recherches sur le père Roy.

«Ça a été un grand défi parce-que Marie-Louise n'a rien laissé par écrit puisqu'elle savait à peine lire et écrire», indique-t-elle.



C'est le temps d'en parler était le premier livre de l'auteure Claire Trépanier. Photo : Gracieuseté de Claire Trépanier

Pour cette raison, certains passages sont des suggestions de l'auteure faute de preuves tangibles.

«Je propose des suggestions qui tiennent compte des événements. On ne peut pas inventer une biographie», explique-t-elle préférant laisser aller le lecteur à son imagination.

Mme Trépanier est très satisfaite de son premier livre, qui lui a apporté une nouvelle famille et lui a permis de réapprendre l'histoire du Canada.

Dans la postface, l'auteure se questionne sur la position de l'Église sur les femmes.

«Ce n'est pas pour rien que j'ai choisi ce titre (*C'est le temps d'en parler*). Qu'est-ce qui a changé dans la position de l'Église sur les femmes depuis le début du XXe siècle?», s'exclame-t-elle en ajoutant que les prêtres catholiques devraient avoir le droit de se marier.

«Combien de femmes ont vécu une relation avec un prêtre et ont dû se taire à la demande de l'Église? Je suis certaine qu'une quantité de femmes ont vécu ça et le vivent encore», reprend Mme Trépanier, bien que son livre ne pointe pas l'Église du doigt.

Plusieurs femmes l'abordent d'ailleurs depuis la parution de son livre pour lui avouer une liaison secrète avec un prêtre.

Le livre sera bientôt traduit en anglais. L'auteure commencera d'ici peu l'écriture d'un deuxième bouquin, cette fois la biographie de son grand-père, un médecin de campagne établi à Rivière-du-Loup qui se déroule à la même époque que l'histoire de Marie-Louise.

L'histoire consistera en des anecdotes cocasses et dramatiques de sa vie.

Les personnes intéressées à se procurer le livre peuvent visiter le www.aupress.ca ou se rendre à la Librairie du Soleil, ainsi que dans les librairies Archambault et Renaud-Bray.



À la découverte des monuments de la capitale



par **Philippe Gonzalez**

[Voir tous les articles de Philippe Gonzalez](#)

Article mis en ligne le 16 avril 2009 à 0:25

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Dans le cadre de la Journée internationale des monuments et des sites, les passionnés d'histoire sont invités à participer à l'événement *Monumental!*, une visite guidée des quelques monuments au cœur d'Ottawa, ce vendredi. La Commission de la capitale nationale (CCN) organise cette visite guidée gratuite depuis trois ans dans le but de faire découvrir l'histoire qui se cache derrière ces monuments qui font partie du décor urbain.

Pour la gestionnaire principale des programmes de commémoration, d'art public et de représentation de la CCN, Sylvie Pilon-Tilden, c'est un moment idéal de découvrir des aspects moins connus ou oubliés de la région. «Autant les résidents que les visiteurs, nous côtoyons toujours ces monuments sans toujours connaître leur histoire. C'est une belle occasion de les faire parler lors de cette journée», a-t-elle rappelé.

Durant ces trois visites disponibles, dont une en français, les participants pourront notamment mieux apprendre l'histoire du monument commémoratif de la guerre et celui qui représente les femmes. *Les femmes sont des personnes!* met en scène les cinq femmes qui se sont débattues pour être reconnues comme une personne ayant le droit de se présenter dans un poste de représentation publique comme sénatrice ou même première ministre.

«Même si l'on n'est pas une femme, on peut comprendre leur démarche et la victoire qu'elles ont obtenue», a souligné Mme Pilon-Tilden.

De plus, dans le cadre de Scène Colombie-Britannique, la CCN offrira une version teinte aux couleurs de cette province du Pacifique, les 2 et 3 mai prochain.



Le monument *Les femmes sont des personnes!* rappelle le rôle joué par Nellie L. McLung, Irène Parlby, Emily G. Murphy, Henrietta Muir Edwards et Louise McKinney dans la reconnaissance de la femme à titre de personne ayant le droit de se présenter dans un poste de représentation publique. Photo : Philippe Gonzalez

«Dans le cadre des activités du Centre national des arts, qui accueille des artistes de cette province, nous présentons de nouveau ces visites des monuments. Bien qu'elles soient inspirées par la tournée de ce vendredi, cette nouvelle version sera aux couleurs de la Colombie-Britannique», a-t-elle insisté.

L'événement *Monumental!* a lieu ce vendredi, 17 avril, à midi pour la version française. Les visites guidées partent du 40, rue Elgin, au coin de la rue Sparks. Pour plus d'information vous pouvez communiquer au 613 239-5000 ou consulter le site www.capitaleducanada.ca.

Section **CUISINE**SUGGESTIONS DE VINS
RECETTES
CRITIQUES DE RESTOSGARD
cyber**cyberpresse.ca**

Publié le 14 avril 2009 à 14h48 | Mis à jour le 15 avril 2009 à 06h56

Encore 10 jours de grève à l'UQAM



Le Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) réclame l'embauche de 300 professeurs en trois ans et une hausse salariale de 11,6% en trois ans également.

Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse



Marie Allard
La Presse

Les professeurs de l'UQAM ont voté hier à 90% pour la poursuite de la grève jusqu'au 24 avril, soit vendredi de la semaine prochaine. Parès de 700 membres du Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) se sont prononcés lors d'un scrutin secret. Il s'agit de leurs sixième et septième semaines de débrayage.

«On espère que les négociations recommenceront, avec quelque chose de plus intéressant de la partie patronale, a dit Michèle Nevert, présidente du SPUQ. Chaque semaine, on a vraiment l'impression qu'on est épiés lors de l'assemblée générale, comme s'ils espéraient voir la mobilisation des professeurs s'effriter.» Les professeurs ont aussi approuvé le dépôt de deux plaintes à la Commission des relations de travail

contre l'UQAM pour «négociation de mauvaise foi». Les plaintes «pour refus de déposer des offres complètes après 23 mois de négociation» sont fondées sur l'article 53 du Code du travail, a fait valoir le syndicat.

«Nous entendons poursuivre les négociations au cours des prochains jours, pour essayer de trouver une solution négociée», a commenté Daniel Hébert, directeur des communications de l'UQAM.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, n'a pas réagi à la poursuite de la grève. «Elle espère qu'il va y avoir un règlement négocié, a dit hier Kim Ledoux, responsable des communications au cabinet de Mme Courchesne. Il n'y a pas de menace de loi spéciale.»

Une séance de négociation intensive a eu lieu jusqu'à lundi, sans résultat. «Ça achoppe notamment sur le nombre de postes de professeurs», a expliqué Mme Nevert. Le syndicat réclame l'embauche de 300 professeurs en trois ans, tandis que la partie patronale a proposé d'en embaucher 25 dès cette année. «Il a été question de 15 supplémentaires, mais encore là on est loin de nos besoins», a indiqué la présidente du SPUQ.

Déjà, l'UQAM a annoncé que le trimestre d'hiver sera prolongé. D'autres mesures, telles que des cours donnés le week-end, allongés d'une heure ou des travaux supplémentaires pourraient être prises pour assurer la validité

des cours.

15 000 étudiants en grève

Plus de 15 000 étudiants (en éducation, arts, sciences politiques, droit et sciences humaines) de l'UQAM étaient toujours en grève hier. Plusieurs votes de reconduction des grèves étudiantes auront lieu aujourd'hui.

La fin du trimestre d'hiver était prévue entre le 22 avril et le 1er mai, selon les programmes. Quant aux cours d'été, ils devaient commencer le 4 mai, mais il est «possible que ce calendrier soit globalement repoussé», précise le site internet de l'UQAM.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



Les Amis de la Bibliothèque publique d'Ottawa organisent une foire du livre usagé



par **Philippe Gonzalez**

[Voir tous les articles de Philippe Gonzalez](#)

Article mis en ligne le 16 avril 2009 à 0:02

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Pour recueillir des fonds pour l'organisme, les Amis de la Bibliothèque publique d'Ottawa organisent une gigantesque vente de livres usagés, les 18 et 19 avril, au Nepean Sportsplex. L'événement, qui en est à sa 14e édition annuelle, souhaite attirer les amateurs de romans, de polars, d'ouvrages de référence et des livres pour enfants qui sont à la recherche de bonnes œuvres littéraires peu chères.

«Nous recevons des dons de lecteurs, des livres qui sont retirés des bibliothèques publiques faute d'espace avec tous ces bouquins publiés à chaque année. Nous profitons de ces surplus pour les vendre», a souligné Shirley Felker, la coordonatrice de cette vente.

Bien qu'elle ait récolté 17 000\$ en 2007, l'association souhaite ne pas répéter les problèmes de l'an dernier, où elle n'a amassé que 10 000\$. Le groupe s'était retrouvé avec plus de 300 boîtes de livres invendus en raison du manque d'acheteurs, attirés par la belle fin de semaine qui a suivi un hiver rigoureux et la disparition d'un autre organisme qui récupérait les livres invendus, d'après Mme Felker.

«Bien que les gens ont bien voulu ramasser le plus de livres possible, nous avons toujours tous ces livres invendus. La conseillère Jan Harder a su nous dépanner en les entreposant au centre Walter Baker. Nous avons ensuite organisé une vente en septembre où nous avons vendus ce qu'il nous restait à 1\$ le sac de bouquins», a-t-elle avoué.

La crise économique fait augmenter certaines dépenses comme celle de louer les camions pour déplacer tout ce matériel.

«Dans le passé, les déménageurs nous offraient le service gratuitement, mais avec la crise, ils nous offrent maintenant un prix réduit pour déplacer ces livres», a expliqué Mme Felker.



Les coordonnatrices de la gigantesque vente des Amis de la Bibliothèque publique d'Ottawa, Shirley Felker et Lynn Richardson, se préparent pour leur plus grosse vente de l'année. Photo : Georga Whitehall

Celle-ci est toutefois confiante que, malgré cette crise, les amateurs du livre seront au rendez-vous en grand nombre. Elle aimerait atteindre 20 000\$ en ventes.

«Les gens achètent toujours des livres neufs. Comme nous offrons de bons livres à des prix plus que raisonnables, c'est l'événement idéal pour ceux qui veulent se faire plaisir à petits prix», a-t-elle conclu.

La 14^e vente annuelle gigantesque de livres usagés se déroulera le samedi 18 avril de 10h à 17h et le dimanche 19 avril de 10h à 15h au Nepean Sportsplex, situé au 1701 avenue Woodroffe.



4000 spectateurs pour L'écho



par **Stéphane Jobin**

[Voir tous les articles de Stéphane Jobin](#)

Article mis en ligne le 16 avril 2009 à 0:04

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Près de 4000 spectateurs ont assisté à l'une des cinq représentations du spectacle L'écho d'un peuple en Nord, la semaine dernière, à l'École secondaire catholique Thériault de Timmins. Plus de 40 jeunes comédiens, danseurs, chanteurs et bénévoles de la troupe originale de L'écho ainsi que 200 autres provenant de Cochrane à Timmins ont défilé sur scène. L'événement a permis de remettre plus de 28 400\$ à l'organisation de L'écho d'un peuple pour le retour futur du mégaspectacle à la Ferme Drouin. De nombreuses activités sont au programme cette année pour la troupe. Des pourparlers sont entre autres en cours avec la Ville de Hawkesbury, afin de produire L'écho du Long-Sault, le 21 juin prochain, dans le cadre du 150e anniversaire de la municipalité.

canoe network ... **CNEWS**

April 16, 2009

Teacher shot in Honduras on mend at Civic hospital

By JON WILLING, SUN MEDIA

Dennis Spencer's relatives and friends were anxious to see the beloved teacher after his arrival at the Ottawa Hospital's Civic campus last night.

But his family wants to stagger the amount of attention he receives in the first couple days of his return.

"It's going to be a big day for him," daughter Leslie Spencer-Hitchins said yesterday. "The less stimulus, the better."

Leslie said the family will co-ordinate visits with family members, although she noted her dad was excited to see his grandchildren.

Spencer, 59, was shot in Honduras last month during a carjacking. Doctors operated after a bullet struck Spencer's head during a gunfight between two gangs.

Spencer, who spent more than 25 years teaching in the Upper Ottawa Valley before moving to Honduras to teach, is still a little foggy about the shooting incident, but he appears to be recovering well.

He understands what happened to him but he doesn't remember all of the events.

"I think he maybe knows that he's not ready to know," Leslie said.

Leslie said two days after he was taken out of an induced coma, her dad was speaking three languages -- English, French and Spanish. It was an exciting moment for the family knowing Spencer had retained his linguistic skills.

Spencer is able to get up but he's not walking yet because of fatigue. Leslie said he still might need further surgery.

With the price of the airlift back to Ottawa costing about \$35,000, Spencer's family has set up a trust account to help cover the costs.

Leslie said there was a hefty bill for the medical expenses, which weren't completely covered by insurance.

Anyone wanting to make a donation can do so at any CIBC branch. The fund is called the Ed Gionet and Carolann Zohr Trust Fund for Dennis Spencer. The transit number is 00806 and the account number is 1497634.

JON.WILLING@SUNMEDIA.CA